

renchérissement a, par exemple, de fortes incidences sur le développement agricole - fondement de la plupart des économies en développement - par son effet sur le prix du combustible pour les tracteurs et les pompes d'irrigation, ainsi que sur le coût des engrais.

En résumé, les problèmes liés à l'énergie risquent d'entraîner de grandes souffrances humaines dans nombre de pays, d'alourdir le fardeau économique des pays les plus démunis et d'amoindrir les perspectives économiques des pays qui avaient réalisé des progrès économiques. Il est tout à fait évident qu'il faudra nous efforcer davantage de résoudre les problèmes de ces pays. Cela supposera une bien meilleure coopération entre pays développés, pays pétroliers en développement et pays en développement non pétroliers.

L'effort actuel des pays industrialisés pour réduire leur consommation d'énergie pourrait donner plus d'énergie aux pays en développement et, peut-être, réduire le rythme d'accroissement des coûts de l'énergie. En outre, plusieurs membres de l'OPEP ont mis sur pied des programmes d'aide au développement, et certains exportateurs offrent du pétrole aux pays en développement à des taux concessionnels. À titre d'exemple, mentionnons l'action prise conjointement par le Mexique et le Venezuela pour fournir du pétrole à des taux concessionnels aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Mais ces initiatives, si louables soient-elles, ne permettront probablement pas de résoudre les problèmes des pays du tiers monde importateurs de pétrole, et il faudra trouver une formule de coopération mieux coordonnée. L'an dernier, un comité de l'OPEP a proposé que les pays industrialisés et les membres de l'OPEP s'unissent pour créer une organisation qui faciliterait la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement; voilà qui reflète une sensibilisation accrue à la nécessité de nouvelles formes de coopération internationale. On pourrait également envisager d'autres approches; en fait, certaines sont déjà explorées. Par exemple, la Banque mondiale a pris une importante mesure en janvier 1979 lorsqu'elle a décidé d'élargir son programme de mise en valeur énergétique, et qu'elle a pour la première fois prévu le financement des activités d'exploration dans les pays en développement. Elle compte actuellement consacrer 13 milliards de dollars à la mise en valeur énergétique d'ici 1985, dont 4 milliards seront investis dans les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières.

Et l'an dernier, les participants au Sommet de Venise ont soulevé la possibilité de créer une filiale énergétique de la Banque mondiale. Le Canada appuie la création de cet organisme, qui pourrait grandement faciliter l'expansion du programme de mise en valeur énergétique de la Banque,